



21 février 2024

---

## **Rapport sur les résultats de la procédure de consultation**

### **Crédit d'engagement pour le programme d'encouragement de la recherche SWEETER (SWiss research for the EnErgy Transition and Emissions Reduction) pour les années 2025 à 2036**



## Table des matières

<b>1.</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
1.1.	Contexte .....	3
1.2.	Déroulement et destinataires .....	3
1.3.	Aperçu des participants à la consultation.....	3
<b>2.</b>	<b>Résultats de la consultation .....</b>	<b>4</b>
2.1.	Réponses générales .....	4
2.2.	Retours sur les expériences faites avec SWEET .....	5
2.3.	Réactions relatives au développement de SWEET avec SWEETER.....	5
2.4.	Réactions relatives à la collaboration avec l'OFEV .....	5
2.5.	Réactions relatives à l'ancrage du programme auprès de l'OFEN .....	5
2.6.	Réactions relatives au financement .....	6
2.7.	Réactions concernant l'exécution .....	6
2.8.	Réactions concernant les thèmes principaux .....	7
2.9.	Réactions concernant l'intégration des sciences sociales et humaines .....	8
2.10.	Réactions concernant l'implication de l'économie privée.....	8
2.11.	Réactions concernant le transfert de connaissances et de technologie.....	9
2.12.	Autres réactions .....	9
<b>3.</b>	<b>Liste des abréviations .....</b>	<b>10</b>
<b>4.</b>	<b>Liste des participants à la procédure de consultation.....</b>	<b>11</b>

## 1. Introduction

### 1.1. Contexte

Le Conseil fédéral a mené une consultation sur le projet de crédit d'engagement de 135 millions de francs pour le programme d'encouragement de la recherche SWEETER (SWiss EnErgy research for the Energy Transition and Emissions Reduction) pour les années 2025 à 2036. SWEETER est le développement du programme d'encouragement SWEET (SWiss Energy research for the Energy Transition) de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). L'OFEN et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) prévoient d'utiliser les fonds demandés pour réaliser huit autres appels d'offres sur des thèmes qui contribuent à réaliser les objectifs de la Stratégie énergétique 2050 et de la stratégie climatique à long terme.

### 1.2. Déroulement et destinataires

Le Conseil fédéral a lancé la procédure de consultation le 9 juin 2023. Celle-ci a pris fin le 29 septembre 2023. Au total, 266 acteurs ont été invités à donner leur avis.

Les documents relatifs à la consultation et les avis peuvent être consultés à l'adresse [www.admin.ch](http://www.admin.ch) > Droit fédéral > Procédures de consultation > Procédures de consultation terminées > 2023 > DETEC.

### 1.3. Aperçu des participants à la consultation

Au total, 62 avis ont été déposés dans le cadre de la procédure de consultation.

Participants par catégorie	Prises de position reçues
Cantons et villes	26
Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale	5
Commissions et conférences	3
Associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national	1
Associations faïtières de l'économie qui œuvrent au niveau national	3
Industrie du gaz et du pétrole	
Industrie électrique	
Industrie et services	4
Industrie des transports	5
Industrie du bâtiment	1
Organisations de consommatrices et consommateurs	
Organisations pour la protection de l'environnement et du paysage	2
Organisations scientifiques	4
Organisations dans le domaine des cleantech, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique	3
Autres organisations actives dans le domaine de la politique et des techniques énergétiques	1
Autres participants à la procédure de consultation	4
<b>Total</b>	<b>62</b>

## 2. Résultats de la consultation

Le présent rapport résume les avis exprimés sans prétendre à l'exhaustivité<sup>1</sup>.

### 2.1. Avis généraux

Parmi les 25 cantons qui ont donné leur avis, 24 approuvent le projet (AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, VD, VS, ZG, ZH). Le canton UR n'a pas fait de remarque. La ville de Zurich, le PLR, le PVL, le Centre, le PS, la Commission fédérale pour la recherche énergétique CORE, le Conseil suisse de la science (CSS), l'Union des villes suisses (UVS), l'Union syndicale suisse (USS), la Fédération des Entreprises Romandes (FER), scienceindustries, Swissmem, l'Automobile Club de Suisse (ACS), auto-suisse, routesuisse, le Touring Club Suisse (TCS), l'Association suisse et liechtensteinoise de la technique du bâtiment (suissetec), BirdLife Suisse, Greenpeace Suisse, les Académies suisses des sciences, le Conseil des EPF, Swissuniversities, l'organisation faîtière de l'économie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (AEE Suisse), Géothermie-Suisse, Réseaux Thermiques Suisse (RETS), la Fondation suisse de l'énergie (SES), le Centre Patronal, la chambre de commerce des deux Bâle et l'Université de Bâle saluent également le projet.

Selon le PLR, le programme SWEETER contribue à ce que la Suisse demeure un pôle de formation, de recherche et d'innovation au plus haut niveau international. Le PVL note que l'important écho suscité dans les milieux scientifiques, dans l'économie privée et auprès d'autres organisations souligne l'intérêt prononcé pour le programme. Auto-suisse et routesuisse jugent également positivement le fort intérêt que l'économie privée témoigne à SWEET. Le canton FR, les Académies suisses des sciences, le Fonds national suisse de la recherche (FNS) et l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (Innosuisse) saluent l'approche et l'orientation interdisciplinaires et transdisciplinaires de SWEETER.

Swissmem indique que l'association désapprouve généralement l'allocation de fonds à la promotion d'une recherche monothématique mais que dans les cas de SWEET et de SWEETER, elle salue la largeur des questions posées, les approches interdisciplinaires et transdisciplinaires ainsi que le lien avec le programme pilote et de démonstration de l'OFEN.

Les cantons AR et AI estiment qu'il est nécessaire de poursuivre la recherche, eu égard aux dommages économiques extraordinaires qu'occasionneraient des pannes et des pénuries d'électricité, et notent qu'il reste moins de 30 ans pour atteindre les objectifs des stratégies énergétique et climatique. Innosuisse note que SWEETER peut apporter une contribution importante à un approvisionnement énergétique sûr et durable.

L'UDC est d'avis que ni SWEET ni SWEETER ne permettent de régler le problème de la sécurité d'approvisionnement. Le parti ajoute que la nécessité d'un nouveau crédit d'engagement ne peut pas être évaluée de manière définitive. Il demande le renvoi du projet pour qu'il soit remanié et la présentation des résultats des travaux de recherche menés avec les fonds dépensés à ce jour. L'UDC juge positif que la sécurité d'approvisionnement et la lutte contre les pénuries d'électricité soient reconnues comme une «nécessité urgente de poursuivre la recherche».

L'Union suisse des arts et métiers (usam) rejette le projet. Elle estime que la documentation n'atteste pas l'utilité du programme et que les explications relatives à SWEETER sont «nébuleuses». Compte tenu du «gaspillage irresponsable des ressources», l'usam demande la suppression du programme.

L'Université de Bâle indique que sans autre crédit d'engagement, la recherche serait «fragmentée» et qu'une telle situation aurait des conséquences négatives: il manquerait alors une perspective générale sur le système énergétique et la transition énergétique, et les réseaux actuels de la recherche ne seraient plus exploités. Elle constate qu'il n'existe pas d'autre instrument soutenant des projets d'une

<sup>1</sup> Conformément à l'art. 8 de la loi du 18 mars 2005 sur la consultation (LCo; RS 172.061), le remaniement des projets mis en consultation passe par la prise de connaissance de tous les avis exprimés, qui ont été pondérés et évalués.

telle envergure et d'une durée similaire et qu'il permet de nouvelles approches ainsi qu'un travail de recherche fortement orienté sur les applications. Selon l'Université de Bâle, l'évaluation finale des pôles de compétence suisses en recherche énergétique (SCCER) montre que les grands programmes de promotion de la recherche ont un impact scientifique et pratique considérable, important pour la transition énergétique.<sup>2</sup>

La CORE note que compte tenu des défis à aborder d'urgence dans le domaine du climat et de l'énergie, la non-reconduction de SWEET serait un mauvais signal.

Le Conseil des EPF considère que SWEETER est un instrument d'encouragement important.

## **2.2. Retours sur les expériences faites avec SWEET**

Les cantons AG, BS, NW, VS ainsi que le PVL, le PS, l'USS, le CSS, swissuniversities, l'Université de Bâle, les Académies suisses des sciences et le Centre Patronal notent que les expériences faites à ce jour avec SWEET sont positives. Le canton BS et l'Université de Bâle constatent que le programme s'est jusqu'à présent déroulé «avec beaucoup de succès» et qu'il comble une lacune importante dans l'encouragement de la recherche. Le canton VS observe que SWEET «convient à merveille» pour répondre aux besoins en matière de recherche.

Les Académies suisses des sciences relèvent que SWEET a mis en œuvre avec succès de nombreuses recommandations formulées dans la prise de position «Recherche énergétique 2020+ – Recommandations concernant le financement futur des programmes»<sup>3</sup> de leur Commission élargie de l'énergie.

La CORE constate qu'un grand nombre de ses «recommandations sur la recherche énergétique de la Suisse à partir de 2021» ont été mises en œuvre avec succès et que le bilan de SWEET peut être qualifié de bon. Elle constate par ailleurs que les retours d'information de la CORE ainsi que des chercheuses et des chercheurs ont été acceptés et mis en œuvre.

## **2.3. Réactions relatives au développement de SWEET avec SWEETER**

Le fait que SWEET soit maintenu par le biais de SWEETER ou que SWEETER constitue le développement de SWEET est salué par les cantons AI, AR, BE, BL, GR, LU, NW, OW, SO, SG, ZG et ZH ainsi que par l'USS, ACS, les Académies suisses des sciences, le Conseil des EPF, swissuniversities et RETS.

Les Académies suisses des sciences constatent qu'il n'existe pas de raison apparente, à l'exception d'adaptations mineures découlant de l'expérience acquise jusqu'à présent, de modifier l'instrument ou de le remplacer par d'autres instruments.

## **2.4. Réactions relatives à la collaboration avec l'OFEV**

La collaboration de l'OFEN et de l'OFEV est saluée par les cantons JU, ZG, la ville de Zurich, la CORE, l'Union des villes suisses, auto-suisse, routesuisse, Geothermie Suisse, RETS ainsi que le Centre Patronal. RETS est d'avis que l'implication de l'OFEV renforce encore la garantie d'une approche globale. Les Académies suisses des sciences saluent quant à elles la prise en compte des questions relatives au climat et à la réduction des émissions.

## **2.5. Réactions relatives à l'ancrage du programme auprès de l'OFEN**

La CORE, le CSS et les Académies suisses des sciences considèrent que l'ancrage de SWEETER auprès de l'OFEN est judicieux. La CORE voit des «avantages évidents» dans le fait que l'OFEN (avec la participation importante de l'OFEV) poursuive le programme, notamment parce que celui-ci est réalisé par les offices fédéraux qui en sont responsables et parce qu'il permet d'établir un lien avec le programme pilote et de démonstration de l'OFEN. Les Académies suisses des sciences notent que

<sup>2</sup> <https://www.innosuisse.ch/inno/fr/home/a-propos/publications/evaluation-programme.html>

<sup>3</sup> [https://scnat.ch/fr/uuid//8c0cde3c-f83a-57aa-9760-e01648b8bdf5-Recherche\\_%C3%A9nergie%C3%A9tique\\_2020](https://scnat.ch/fr/uuid//8c0cde3c-f83a-57aa-9760-e01648b8bdf5-Recherche_%C3%A9nergie%C3%A9tique_2020)

l'OFEN a déjà accumulé une grande expérience lors de l'évaluation des projets et qu'il est donc «prédestiné» à assurer la poursuite du programme.

L'Université de Bâle estime que parmi les autres solutions étudiées au paragraphe 1.3 du rapport explicatif, seul le programme SWEETER, qui assure la continuité, convainc. Elle déconseille explicitement d'opter pour la coopération avec l'Initiative Flagship d'Innosuisse. Les cantons AG et VS préfèrent également SWEETER aux autres solutions proposées.

## **2.6. Réactions relatives au financement**

AEE Suisse considère que le crédit d'engagement de 135 millions de francs est nécessaire et adéquat. Geothermie Suisse note que les fonds demandés pour SWEETER sont faibles par rapport aux coûts, aux défis et à l'importance des thèmes.

La CORE relève que la compensation via le message FRI 2025-2028 demandée dans le rapport explicatif semble indiquée compte tenu du fait que les fonds refluent presque complètement vers les institutions du domaine des EPF, les universités et les hautes écoles spécialisées.

Le canton VS, le CSS, les Académies suisses des sciences, le Conseil des EPF, Innosuisse, le FNS ainsi que swissuniversities s'opposent à un financement par le biais du message FRI. Le canton VS propose d'augmenter le budget pour le fonds de technologie environnementale. Le CSS plaide pour que le crédit d'engagement soit accompagné d'une augmentation du plafond du budget de l'OFEN pour la recherche de l'administration.

L'usam est d'avis que le projet ne tient pas compte de la situation financière tendue de la Confédération, un point également soulevé par swissuniversities et le FNS, qui estiment que les moyens prévus pour SWEETER ne doivent en aucun cas être compensés dans le contexte FRI. Innosuisse pense que si les finances fédérales ne suffisent pas, les conséquences devront être portées par SWEETER, que ce soit par un report du lancement du programme, sa réduction ou le renoncement à celui-ci.

Pour le FNS, il est difficile de comprendre pourquoi la compensation pourrait avoir lieu par l'intermédiaire du message FRI tandis que l'option de la compensation par l'intermédiaire de la recherche de l'administration de l'OFEN est rejetée dans le rapport avec l'argument qu'il ne s'agirait que d'un transfert. Si les finances de la Confédération empêchent un financement supplémentaire, le programme SWEETER doit être repensé ou même repoussé jusqu'à la fin du programme SWEET.

L'Union Suisse des Paysans (USP) soutient le projet à condition que le crédit d'engagement ne conduise pas à une réduction du budget agricole.

Le canton VS et le Centre saluent le fait que pour SWEETER, il ne soit pas prévu de fractionner le crédit d'engagement en plusieurs tranches.

## **2.7. Avis concernant l'exécution**

Le canton ZH et le Centre estiment que les coûts d'application sont relativement élevés.

Le CSS salue le développement modéré du bureau de SWEETER à hauteur de 3 EPT supplémentaires.

Le PLR et swissuniversities demandent de limiter les obstacles bureaucratiques au minimum ou de prévoir des processus administratifs sveltes. Selon swissuniversities, les mesures d'assurance de la qualité et de monitoring externes doivent être limitées à un niveau adéquat ou, selon la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA), être réduites. Le canton LU préconise d'accorder une attention particulière à l'efficacité et à l'efficience de SWEETER. La SIA suggère de limiter la taille des équipes de projets au profit de la focalisation et de l'efficacité.

## **2.8. Avis concernant les thèmes principaux**

### **Réponses générales**

Le canton SG soutient tous les thèmes annoncés des huit autres appels d'offres prévus. Le TCS et suissetec soulignent que les appels d'offres ne doivent pas être trop étendus ou que les questions doivent être précisées afin de ne pas diluer l'effet des moyens limités. Le PLR considère qu'il est correct et indispensable, du point de vue de la politique financière, de fixer des priorités et voit en la matière un potentiel d'amélioration et de focalisation.

### **Sobriété et efficacité énergétique, thèmes non techniques**

Le PS, le TCS, BirdLife Suisse, Greenpeace Suisse et SES demandent que les mesures de sobriété et d'efficacité énergétique, les instruments de l'économie de marché et la participation de la population soient pris en compte. Le canton GE regrette que la sobriété ne soit pas mentionnée explicitement.

Selon le canton AI, les appels d'offres et l'encouragement doivent être conçus de manière que les aspects économiques et sociétaux ainsi que la sobriété soient analysés de manière approfondie et que les projets faisant la part belle aux technologies ne soient pas les seuls à être soutenus. Pour l'Université de Bâle, les thèmes de SWEETER doivent être remaniés et conçus de manière que, dans leur grande majorité, ils ne ciblent pas les aspects techniques de la transition énergétique.

Le canton VS propose de consacrer un thème aux innovations sociales.

### **Biodiversité, conséquences sur l'environnement et développement durable**

Le PS, le TCS, BirdLife Suisse, Greenpeace Suisse et SES demandent que la biodiversité soit prise en compte. Le FNS note que les effets sur l'environnement doivent être considérés. Le canton VS et le Conseil des EPF demandent de s'intéresser davantage au développement durable et à la biodiversité.

### **Conflits d'objectifs**

Le canton VS, le PS, le Conseil des EPF, le TCS, BirdLife Suisse, Greenpeace Suisse et SES appellent à examiner les conflits d'objectifs.

### **Mobilité**

Le TCS suggère de prendre en compte le thème de la mobilité. Routesuisse souhaite des projets de recherche portant sur la décarbonisation et le trafic motorisé. ACS propose, entre autres, les thèmes suivants: technologies de propulsion de remplacement, sécurité de l'approvisionnement en électricité et autres agents énergétiques, raccordement des véhicules au réseau électrique.

### **Autres avis**

Outre le transport et la logistique, le canton VS suggère les thèmes des innovations sociales et du stockage souterrain.

Le PLR, Swissmem et scienceindustries citent la décarbonisation de l'industrie et des processus industriels comme thème possible pour l'appel d'offres.

Le thème proposé par suissetec est celui du stockage saisonnier.

L'UDC déplore que l'énergie nucléaire ne fasse pas partie des thèmes principaux envisageables.

Le PLR et Swissmem proposent d'examiner le thème de l'infrastructure de transport pour l'hydrogène et ses dérivés ainsi que pour le CO<sub>2</sub>.

Les cantons SH et TG ainsi que la chambre du commerce des deux Bâle proposent d'envisager les thèmes du captage du CO<sub>2</sub> et de son stockage permanent. La chambre du commerce évoque par ailleurs les technologies d'émissions négatives.

Le canton VS et suissetec suggèrent d'examiner le thème de l'économie circulaire dans le secteur du bâtiment.

Le PS et Le Centre demandent que des projets en lien avec l'agriculture soient également encouragés.

La ville de Zurich et l'Union des villes suisses sont d'avis que les défis des villes doivent être pris en considération de manière appropriée.

## **2.9. Avis concernant l'intégration des sciences sociales et humaines**

Le canton BS et l'Université de Bâle notent que les principaux défis de la transition énergétique relèvent du domaine socio-économique. AEE Suisse souligne également que, de manière générale, les aspects liés aux sciences sociales sont extrêmement pertinents pour la réussite de la Stratégie énergétique 2050. L'association estime que les lacunes dans les connaissances concernent en particulier les domaines suivants: acceptation grâce à la participation citoyenne, promotion de la sobriété et évaluation des politiques ou mesure de l'efficacité.

Le canton GE note que les changements de comportement en Suisse n'ont pas encore été suffisamment étudiés, de même que l'efficacité des taxes incitatives et d'autres incitations socio-économiques. Les cantons AI et BL ainsi que l'Université de Bâle estiment qu'il est judicieux, dans le cadre des appels d'offres, de tenir aussi explicitement compte des aspects sociaux liés aux thèmes indiqués en plus des aspects techniques et économiques.

L'importance de la participation des sciences humaines et sociales est également soulignée par le PS, le Conseil des EPF et le canton ZH.

Swissuniversities demande également d'accorder suffisamment de place aux sciences humaines et sociales ainsi qu'aux stratégies transdisciplinaires. Selon l'organisation, le traitement des défis liés à la mise en œuvre sociale est la condition pour que la transition énergétique puisse progresser efficacement.

Le canton SG est d'avis que les résultats doivent déployer rapidement des effets dans la société et sur le marché; il demande donc une participation notable des sciences sociales et humaines.

## **2.10. Avis concernant l'implication de l'économie privée**

Le canton LU propose de permettre la formation de petits consortiums intégrant les milieux économiques. Le PLR demande, de manière générale, la mise à contribution des milieux économiques et une large participation des PME.

Routesuisse estime que les actrices et les acteurs pertinents de l'économie privée ne sont pas suffisamment impliqués. L'organisation y voit un risque que les projets de recherche ne soient pas suffisamment proches de la pratique est donc difficilement réalisables. Pour AEE Suisse, suissetec, routesuisse, ACS et auto-suisse, il importe qu'à l'avenir, les décideuses et les décideurs des secteurs de l'économie concernés soient impliqués dans l'appel d'offres ou consultés à ce sujet. ACS, routesuisse et auto-suisse proposent que les secteurs concernés aient la possibilité de mieux participer au projet par l'intermédiaire d'un groupe d'accompagnement issu de l'économie privée ou d'une commission extraparlamentaire, et qu'ils puissent ainsi faire entendre leur voix de manière plus ciblée dans le processus de sélection. FER est également d'avis qu'il faut promouvoir davantage la participation de l'économie privée.

### **2.11. Avis concernant le transfert de connaissances et de technologie**

Le canton GE, l'ATE, BirdLife Suisse, Greenpeace Suisse, SES, AEE Suisse et le PS demandent à l'OFEN d'accorder dès le départ suffisamment d'importance à la communication scientifique et au transfert de connaissances vers la politique, la société et l'économie. Le Centre souligne également l'importance cruciale du transfert de connaissances vers la politique, l'administration publique et le grand public.

Suissetec demande d'accorder davantage de poids au transfert vers l'industrie et à la mise en œuvre des résultats. La SIA est d'avis que le lien avec la pratique doit être renforcé et que l'intégration des résultats du projet dans la pratique doit être assurée.

### **2.12. Autres avis**

Le Conseil des EPF demande que l'accent soit fortement mis sur la recherche appliquée ainsi que sur les installations pilotes et de démonstration.

Auto-suisse, le TCS et routesuisse plaident pour la neutralité technologique, routesuisse demandant par ailleurs la neutralité des moyens de transport.

Swissmem et le PLR notent que les nouvelles technologies ne doivent pas seulement être disponibles, mais aussi économiquement viables. Le PLR est en outre d'avis que les modèles d'affaires qui fonctionnent soient évalués et qu'ils doivent être pris en considération dans les discussions sur les conditions-cadres. Le canton ZH demande de prendre en compte le rôle des marchés financiers.

Comme la Suisse n'est toujours pas associée à Horizon Europe, les Académies suisses des sciences estiment qu'il faut réfléchir à la possibilité d'impliquer aussi des expertes et des experts étrangers.

Le canton BS propose que des ressources soient mises à disposition pour le travail initial de mise en réseau.

Le canton BE pense que les cantons devraient être consultés par l'intermédiaire de l'EnDK et de la DTAP ou de l'EnFK et de la CCE. Le canton ZH propose d'impliquer les académies.

### 3. Liste des abréviations

AEE Suisse	Organisation faitière de l'économie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique
AGVS-UPSA	Union professionnelle suisse de l'automobile
AI	Canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures
AR	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures
ATE	Association transports et environnement
BE	Canton de Berne
BL	Canton de Bâle-Campagne
BS	Canton de Bâle-Ville
CCE	Conférence des chefs des services de la protection de l'environnement
CFNP	Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
Conseil des EPF	Conseil des écoles polytechniques fédérales
CORE	Commission fédérale pour la recherche énergétique
CSS	Conseil suisse de la science
DTAP	Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement
EnDK	Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
EnFK	Conférence des services cantonaux de l'énergie
FER	Fédération des Entreprises Romandes
FNS	Fonds national suisse
FR	Canton de Fribourg
GE	Canton de Genève
GR	Canton des Grisons
Innosuisse	Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation
JU	Canton du Jura
LU	Canton de Lucerne
NE	Canton de Neuchâtel
NW	Canton de Nidwald
OW	Canton d'Obwald
PLR	PLR Les Libéraux
PME	Petites et moyennes entreprises
PS	Parti socialiste suisse
PVL	Parti vert'libéral Suisse
RETS	Réseaux Thermiques Suisse
SCCER	Pôles de compétence suisses en recherche énergétique
SES	Fondation Suisse de l'énergie
SG	Canton de St-Gall
SIA	Société suisse des ingénieurs et des architectes
SH	Canton de Schaffhouse
SO	Canton de Soleure
suissetec	Association suisse et liechtensteinoise de la technique du bâtiment
SZ	Canton de Schwyz
TCS	Touring Club Suisse
TG	Canton de Thurgovie
TI	Canton du Tessin
UDC	Union démocratique du centre
UR	Canton d'Uri
USAM	Union suisse des arts et métiers
USP	Union Suisse des Paysans
USS	Union syndicale suisse
VD	Canton de Vaud
VS	Canton du Valais
ZG	Canton de Zoug
ZH	Canton de Zurich

## 4. Liste des participants à la procédure de consultation

### Cantons et villes

Canton d'Argovie  
Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures  
Canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures  
Canton de Bâle-Campagne  
Canton de Bâle-Ville  
Canton de Berne  
Canton de Fribourg  
Canton de Genève  
Canton des Grisons  
Canton du Jura  
Canton de Lucerne  
Canton de Neuchâtel  
Canton de Nidwald  
Canton d'Obwald  
Canton de Schaffhouse  
Canton de Schwyz  
Canton de Soleure  
Canton de St-Gall  
Canton du Tessin  
Canton de Thurgovie  
Canton d'Uri  
Canton de Vaud  
Canton du Valais  
Canton de Zoug  
Canton de Zurich  
Ville de Zurich

### Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale

Le Centre  
PLR Les Libéraux  
Parti vert'libéral Suisse  
Union démocratique du centre  
Parti socialiste suisse

### Commissions et conférences

Commission fédérale pour la recherche énergétique CORE  
Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage (CFNP)  
Conseil suisse de la science (CSS)

### Associations faitières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national

Union des villes suisses

### Associations faitières de l'économie qui œuvrent au niveau national

Union Suisse des Paysans  
Union suisse des arts et métiers  
Union syndicale suisse

### Industrie électrique

#### Industrie et services

Fédération des Entreprises Romandes  
Société suisse des ingénieurs et des architectes  
Scienceindustries Switzerland  
Swissmem

#### Industrie des transports

auto-suisse  
Union professionnelle suisse de l'automobile  
routesuisse - Fédération routière suisse  
Touring Club Suisse  
Association transports et environnement

#### Industrie du bâtiment

Association suisse et liechtensteinoise de la technique du bâtiment

#### Organisations de consommatrices et consommateurs

#### Organisations pour la protection de l'environnement et du paysage

BirdLife Suisse  
Greenpeace Suisse

#### Organisations scientifiques

Académies suisses des sciences  
Conseil des EPF  
Fonds national suisse  
Swissuniversities

#### Organisations dans le domaine des cleantech, des nouvelles énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique

AEE Suisse Organisation faîtière de l'économie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique  
Géothermie-Suisse  
Réseaux Thermiques Suisse

#### Autres organisations actives dans le domaine de la politique et des techniques énergétiques

Fondation suisse de l'énergie

#### Autres participants à la procédure de consultation

Centre Patronal  
Chambre du commerce des deux Bâle  
Innosuisse, agence suisse pour l'encouragement de l'innovation  
Université de Bâle

**Total: 62**